

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Lac-des-Seize-Îles

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Lac-des-Seize-Îles,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-SEIZE-ILES (la « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-SEIZE-ILES au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-SEIZE-ILES inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

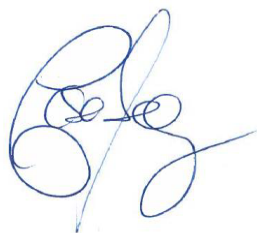
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Sélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés



LISE GUAY, CPA auditrice, CA

Sainte-Agathe-des-Monts, 3 avril 2020

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 036 148	1 090 765	1 074 895
Investissement	2		221 595	509 049
	3	1 036 148	1 312 360	1 583 944
Charges				
	4	979 248	1 084 322	1 063 063
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	56 900	228 038	520 881
Moins : revenus d'investissement	6 () (221 595) (509 049)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	56 900	6 443	11 832
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		140 622	132 245
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 () () ()
Affectations				
Activités d'investissement	11 (14 400) (24 497) (11 083)
Excédent (déficit) accumulé	12	(42 500)	(37 958)	(13 273)
Autres éléments de conciliation	13		5 400	395
	14	(56 900)	83 567	108 284
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		90 010	120 116

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	328 839	37 744
Débiteurs	2	77 517	568 625
Placements de portefeuille	3	17 375	17 127
Autres	4		
	5	423 731	623 496
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7		
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	128 404	375 296
	10	128 404	375 296
Actifs financiers nets (dette nette)	11	295 327	248 200
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	2 267 222	2 103 714
Autres	13	29 041	11 638
	14	2 296 263	2 115 352
Excédent (déficit) accumulé	15	2 591 590	2 363 552

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	186 603	121 400
Excédent de fonctionnement affecté			
- Entretien majeur des quais	17	14 845	58 797
- Contingences quais	18	20 997	16 877
- Études lac myriophylle	19	9 923	9 923
- Fonds du lac	20	16 765	16 765
- Remboursement clés	21	3 050	2 050
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	65 580	104 412
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	72 185	34 026
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 ()	(
Financement des investissements en cours	30		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	2 267 222	2 103 714
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	2 591 590	2 363 552

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	66 018

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5		
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7		
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10		

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	997 540	1 009 108	959 550
Compensations tenant lieu de taxes	12	83	83	83
Quotes-parts	13			
Transferts	14		17 518	14 484
Services rendus	15	625	1 038	1 371
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	26 500	49 966	61 307
Autres	17	11 400	13 052	38 100
	18	1 036 148	1 090 765	1 074 895
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		9 675	509 049
Autres	22		211 920	
	23		221 595	509 049
	24	1 036 148	1 312 360	1 583 944

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	401 353	394 978	17 199		412 177	384 938
Sécurité publique							
Police	2	80 000	86 843			86 843	86 114
Sécurité incendie	3	61 669	56 360			56 360	42 387
Autres	4	2 200	8 272	45		8 317	3 700
Transport							
Réseau routier	5	207 350	187 336	99 451		286 787	275 500
Transport collectif	6	2 491	2 491			2 491	2 257
Autres	7	4 350	1 520			1 520	7 800
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8						
Matières résiduelles	9	49 450	43 227			43 227	90 392
Autres	10	15 499	20 438			20 438	16 090
Santé et bien-être	11	400	275			275	347
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	60 594	60 376			60 376	43 608
Promotion et développement économique	13	9 560	9 560			9 560	4 654
Autres	14	3 000	2 861			2 861	4 300
Loisirs et culture	15	76 332	61 344	23 927		85 271	95 173
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	5 000	7 819			7 819	5 803
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	979 248	943 700	140 622		1 084 322	1 063 063
Amortissement des immobilisations	20		140 622	(140 622)			
	21	979 248	1 084 322			1 084 322	1 063 063

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3